

Les membres de ce parti ont affiché cette attitude à plusieurs reprises, alors qu'il semblait impossible de croire au maintien de la solidarité.

Le premier ministre a permis un vote libre sur la question, car le sort du gouvernement n'est pas en jeu. J'ai parlé de cela à bon nombre de députés, et nombreux sont ceux qui ont exhorté ceux de ce côté-ci à continuer de chercher une solution sensée et raisonnable. J'exhorte ces députés à voter selon leur conscience de façon à permettre aux Canadiens de se prononcer sur la question, car c'est la seule façon de sortir de ce dilemme où nous a précipités un gouvernement poussé par la panique.

Une voix: Allons donc!

L'hon. M. Dinsdale: D'après moi, c'est la seule façon d'expliquer la situation actuelle. Monsieur l'Orateur, j'ai entendu quelqu'un dire: «Allons donc!» Je le répète, je crois que c'est la seule explication possible, si l'on essaie de comprendre les mesures précipitées prises par le gouvernement pour résoudre la plupart des questions controversables. A la suite des débats sur la Confédération, au cours de ces derniers mois, ainsi que de l'activité de la Commission du bilinguisme et du biculturalisme, de la visite de Sa Majesté la reine et du débat relatif au drapeau, j'ai l'impression qu'aujourd'hui l'atmosphère se détend au Canada. En ce qui concerne le problème du drapeau, il ne s'agirait pas de savoir si nous aurons un drapeau national distinctif, mais quelle sorte de drapeau national nous posséderons. La modération se faisait maintenant entendre dans diverses parties du Canada, je crois que le gouvernement devrait sortir du dilemme où il s'est engagé.

Des voix: Oh! Oh!

M. Byrne: C'est vous qui êtes dans le dilemme.

L'hon. M. Dinsdale: Des rires cyniques furent de l'autre côté de la Chambre, mais le gouvernement s'est souvent retiré de positions impossibles dans lesquelles il s'était placé, et je crois que des événements aussi récents que ceux de la semaine dernière en sont une preuve. Je m'efforce d'être conciliant dans mes observations de ce soir. Pourquoi ne pas utiliser cette méthode qui a toujours réussi à aplanir des dissensions désespérées au Canada? Le gouvernement pourrait s'en servir pour sauver la face.

D'après le débat qui s'est déroulé dans les journaux, à la télévision et à la Chambre et

d'après les lettres que nous avons reçues, il est bien clair que l'adoption forcée d'un drapeau dépourvu des symboles traditionnels sèmerait autant de division, dans certaines régions du pays, que le choix d'un drapeau distinctif renfermant ces symboles dans d'autres parties du Canada. Voilà le problème avec lequel nous sommes aux prises et ce n'est pas en se montrant autoritaire et en contraignant la Chambre à trancher la question que le gouvernement va régler la situation. Autrement dit, l'adoption d'un drapeau ne réalisera pas l'unité nationale, bien au contraire. C'est quand nous serons unis que nous pourrons nous choisir un drapeau.

Le gouvernement a agi à la hâte pour contrebalancer l'influence du séparatisme effréné existant au Canada, il y a à peine quelques semaines. Il a prétendu qu'il fallait faire quelque chose pour sauver la Confédération. Comme la voix des modérés réussit maintenant à se faire entendre, c'est le moment pour le gouvernement de prendre une attitude raisonnable à ce sujet. Pour illustrer que la voix de la raison commence à avoir gain de cause, je dirai que le débat sur le drapeau a donné lieu à des manifestations à peine voilées de républicanisme, il n'y a pas si longtemps. Je ne vais pas ressasser de vieux sujets controversables, mais on sait très bien que les députés ont même été jusqu'à dire que, dans dix ans, le Canada devra régler la question de savoir s'il doit conserver un régime de monarchie constitutionnelle ou devenir une république. L'honorable représentant de Lotbinière (M. Choquette) a publiquement exprimé cette opinion tant à la Chambre qu'en dehors et ce sentiment s'est évidemment manifesté lors des incidents regrettables qui ont marqué la visite de Sa Majesté. Ces incidents ont scandalisé les Canadiens de partout.

A mon avis, la session actuelle a connu l'une de ses journées cruciales le jour où le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) a demandé à tous les députés de s'unir pour envoyer une adresse de loyauté à Sa Majesté la Reine. L'opinion de la Chambre a été unanime. L'une des voix qui s'est fait entendre longuement et fortement pour y donner son adhésion était celle de l'honorable représentant de Villeuveuve (M. Caouette) et je me souviens qu'un membre distingué de la tribune des journalistes, M. Charles Lynch, a signalé que cette attitude semblait manifester l'abandon de certaines des opinions plus extrêmes qui avaient été exprimées à la Chambre et dans d'autres régions du Canada. Le chef du parti libéral du Québec, ancien député fédéral, l'honorable Jean Lesage, a également souligné à diverses